

Décision n° D2020-1935 du 17/04/2020

Objet : Convention de prestation dans le cadre de la « **Rencontre littéraire avec Emilie Vast** », rencontre organisée par et à la médiathèque Condorcet et à la bibliothèque Montesquieu de Viry-Chatillon, le jeudi 16 et le vendredi 17 janvier 2020 pour un montant de 973.95 € TTC.

Le Président de l'Établissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu le décret n° 2015-1665 du 11 décembre 2015 relatif à la Métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Vitry-sur-Seine ;

Vu la délibération n°17.09.26-733 du Conseil territorial du 26 septembre 2017 portant délégation de pouvoir du conseil territorial au Bureau, au Président et aux Vice-présidents ;

Vu le projet de convention d'intervention d'auteur

Considérant la mission des médiathèques dans l'accompagnement des publics vers les textes et la rencontre avec des auteurs contemporains ; considérant la nécessité d'inciter le plus grand nombre à participer à la « Rencontre littéraire avec Emilie Vast ».

DECIDE :

Article 1^{er} : de signer en 4 exemplaires la convention d'intervention pour la « Rencontre littéraire avec Emilie Vast », rencontre organisée par et à la médiathèque Condorcet et à la bibliothèque Montesquieu de Viry-Chatillon, le jeudi 16 et le vendredi 17 janvier 2020.

Article 2 : Précise que les dépenses correspondantes d'un montant de 973.95 € TTC sont inscrites au budget de l'Établissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre ;

Article 3 : Monsieur le Directeur général des services de l'EPT est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera faite à :

- Monsieur le Préfet du Val de Marne
- Madame la Trésorière de Vitry sur Seine

À Orly ., le 17/04/2020

Michel Leprête
Le président



Le Président

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent acte ;
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification

Envoyé en préfecture le :
Publié le :